Nombre de membres Séance du 13 décembre 2023

en exercice: 15

L'an deux mille vingt-trois et le treize décembre l'assemblée régulièrement convoquée le jeudi 07 décembre 2023, s'est réunie sous la présidence de Monsieur PAGLIARI Armand

Présents : 10

Sont présents: PAGLIARI Armand, TE DUNNE Christophe, GUERIN Sylvine, MAGNETTE Jean Marc, BECK Jean Marie, ANTOINE Michel, BUVET Robert, FORIN Jérôme, TOURET Bernard, LAFFAILLE Jocelyne

Votants:

12

Représentés: LEDERLE Myriam, BOULET Julie

Excuses: EHLINGER Céline, MOUMNI-TRAUSCH Audrey

Absents: PUGET Céline

Secrétaire de séance: TE DUNNE Christophe

1- Ajout à l'ordre du jour- 20231213DCM01

M le Maire demande aux membres du conseil municipal l'ajout d'un point à l'ordre du jour :

- Passage de la véloroute 52 sur le ban communal

Après délibéré, le conseil valide l'ajout d'un point à l'ordre du jour à l'unanimité :

- Passage de la véloroute 52 sur le ban communal

2- Subvention naissance- 20231213DCM02

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'octroyer une subvention naissance de 50.00 € à l'occasion de la naissance de :

- **MANON Ayden**

3- RICOM enfouissement de câble - projet photovoltaïque- 20231213DCM03

M le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'une convention est passée entre la commune et ENEDIS pour l'enfouissement d'un câble afin de raccorder le futur parc photovoltaïque sur le site de Suez.

Le Maire explique que le conseil municipal doit donner son accord pour cet enfouissement de câbles et autoriser M le Maire à signer tous documents afférent à cette opération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'accorder l'enfouissement de câbles vers le site de suez pour le projet photovoltaïque.
- d'autoriser M le Maire à signer tous documents afférents à cette opération.

4- Ouverture d'un poste d'adjoint technique à temps complet-20231213DCM04

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 et 34 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Le Maire rappelle au Conseil Municipal :

Conformément à l'article 34 de la loi n °84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Le Maire propose au Conseil Municipal :

- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à temps complet 35h00
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

la modification du tableau des emplois à compter du **1er janvier 2024**

Un contractuel pourra être recruté sur ce poste.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à temps complet 35h00

- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.
 - la modification du tableau des emplois à compter du **1er janvier 2024**
- Un contractuel pourra être recruté sur ce poste.

5- Convention Agence Postale Communale avec la Poste-20231213DCM05

M le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet de convention pour l'Agence postale communale.

« Dans le cadre du partenariat entre La Poste et l'Association des Maires de France, de nouvelles conventions ont été négociées pour les Agences Postales Communales (APC) et Intercommunales. Sans convention locale, il ne peut pas y avoir d'APC.

Les nouveautés : une accessibilité horaire minimum de 12h par semaine, une offre de service élargie pour répondre aux besoins et attente du public (l'employée propose déjà de nombreux produits de La Poste), une durée de convention fixée entre 1 et 9 ans. La seule véritable nouveauté est l'évolution de la rémunération valorisant l'activité, demandée par de nombreux élus en France. Si l'activité engendrée est supérieure au montant de l'indemnité forfaitaire garantie (1284€/mois), la commune perçoit une rémunération plus élevée. Ce différentiel est financé par La Poste. »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à 11 voix pour 0 abstention et 1 contre (parce que l'agent devrait toucher une indemnité selon les ventes) de :

- valider la présence postale dans les mêmes conditions que celles d'aujourd'hui (présence de 18h00) pour une durée de 9 ans.
- autorise M le Maire à signer la convention et tous documents afférents à ce dossier

6- RPQS : rapport sur le prix et la qualité du service public eau 2022-20231213DCM06

ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE 2022

M. le maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis

dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal à l'unanimité :

- **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

7- Renouvellement de la commission de suivi de site SUEZ-20231213DCM07

La commission de suivi de site autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la Société SFTR implantée sur le territoire de Pagny Sur Meuse. Elle devra être composée de 3 membres dissus d'élus de la collectivité :

M le Maire ou son suppléant, un conseiller municipal et 2 conseillers municipaux.

Auparavant, étaient désignés dans cette commission, en plus de M le Maire :

- Titulaires : M MAGNETTE Jean-Marc, M BECK Jean-Marie, Mme LAFFAILLE Jocelyne
- Suppléants : M FORIN Jérôme, Mme BOULET Julie, M TOURET Bernard

Après en avoir délibéré, Le conseil municipal désigne à l'unanimité :

- M le Maire Armand PAGLIARI
- M FORIN Jérôme
- M BUVET Robert

8- Principe d'une récompense pour tout diplômé- 20231213DCM08

M le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il participe depuis plusieurs années maintenant aux remises de diplômes du brevet des collèges de Vaucouleurs. Cette année, le lycée Henri Vogt a également convié M le Maire à la cérémonie de remise du baccalauréat.

Pour certaines activités, un bon d'achat de 15€ était offert à dépenser auprès de la librairie commerciale.

M le Maire propose de récompenser les lauréats de diplômes niveau VI - du brevet des collèges jusqu'au niveau IV - baccalauréat sur présentation du diplôme en mairie par un bon d'achat de 15€.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'octroyer à l'unanimité une subvention de 15€ pour tout diplômé (niveau V - niveau VI jusqu'à niveau IV) sur présentation du diplôme après la date du 13.12.2023.

9- Passage de la véloroute 52 sur le ban communal de Pagny- 20231213DCM09

M le Maire présente le projet de passage de la véloroute 52 sur le ban communal de Pagny sur Meuse à travers la forêt communale. Le but est de constituer un réseau de grands itinéraires cyclables nationaux afin de développer et promouvoir la mobilité quotidienne et la pratique touristique du vélo.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide à l'unanimité de donner son accord sur le projet de passage de la véloroute 52 sur le ban communal de Pagny sur Meuse à travers la forêt communale.

10- Questions et Informations

- Présentation du rapport SPANC de la CC-CVV
- Présentation du rapport Déchets de la CC-CVV
- Présentation des nouveaux statuts de la CC-CVV

- CVAE : Cet impôt local dû par les entreprises qui réalisent un certain chiffre d'affaires est supprimé dans la loi de Finances de 2023. L'Etat compense cette perte de recettes auprès de notre commune par une dotation de 153 458€.

Fin de séance : 20h15

P A G L I A R I Armand		TE DUNNE Christophe	
---	--	--------------------------------------	--